



SIPPEREC

ÉNERGIES ET COMMUNICATIONS

La force de l'action publique
en Ile-de-France

SIPPEREC
Réponse à la consultation publique ARCEP

**« Projet de « Lignes Directrices relatives
à la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit
en fibre optique déployés par l'initiative publique »**

vendredi 6 novembre 2015

Question 1. Les contributeurs sont invités à exposer leur point de vue sur les éléments présentés dans la première section.

Le Sipperec remercie tout d'abord l'Autorité de lui permettre de contribuer à la présente consultation publique.

Le Syndicat soutient l'ARCEP dans son « *rôle d'encadrement en matière de tarification de gros d'accès aux réseaux bénéficiant d'une aide publique* ». Une telle démarche devrait conduire à une meilleure visibilité des acteurs dans leurs développements FTTH et à une sécurisation des investissements publics comme privés. Le Sipperec se félicite ainsi de cette action de l'Autorité. Il note en outre que, de manière opérationnelle, « *cet encadrement doit se fonder en premier lieu sur les critères de tarification déjà établis par le régulateur (...) mais doit également tenir compte de l'aide perçue et du caractère comparable de l'infrastructure considérée avec une infrastructure similaire déployée sans cette aide.* » Ainsi, il est attendu que les tarifs des RIP FTTH reproduisent, à terme, les tarifs des opérateurs en zone dite « *d'intervention privée* ».

Le Sipperec souhaite, tout d'abord, rappeler que le cadre juridique applicable à l'action des collectivités territoriales comprend le principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Comme le Conseil constitutionnel l'a relevé dans sa décision du 20 janvier 1993 portant sur une disposition de la loi Sapin (Conseil constitutionnel décembre, n° 92-316 DC), pour ne pas restreindre la libre administration des collectivités au point de méconnaître les dispositions de la Constitution, le législateur doit laisser « *ainsi sous le contrôle du juge une marge d'appréciation suffisante aux collectivités concernées pour la négociation des contrats dans chaque cas d'espèce, eu égard à la multiplicité des modes de calcul d'amortissement ainsi qu'à la diversité et à la complexité des installations susceptibles d'être concernées* ». Ce même principe a été rappelé par le Conseil constitutionnel dans le cadre d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) (Décision n° 2011-146 QPC du 8 juillet 2011).

Les futures lignes directrices doivent donc également s'inscrire dans ce cadre juridique et, en conséquence, laisser à chaque collectivité la marge d'appréciation lui permettant de jouer son rôle d'autorité organisatrice du service public local d'établissement d'exploitation d'un réseau d'initiative publique.

Dans le cadre de sa réponse à la présente consultation, le Sipperec souhaite porter à la connaissance de l'ARCEP des éléments de contexte qui viennent expliquer sa position au regard du projet de Lignes Directrices sur les tarifs des RIP.

Les communes adhérentes à la compétence télécoms du Sipperec se répartissent entre Zone Très Dense (49) et Zone Moins Dense (66). La décision modificatrice de ces différents périmètres géographiques, par l'ARCEP en 2013, a augmenté le nombre de communes de la Zone Moins Dense au sein de cette répartition (+14 communes). La ZTD recouvre pour les communes du Sipperec 1 062 778 logements, dont 142 189 de logements situés en quartiers de Basse Densité (13% du total) tandis que le volume de logements ayant auparavant cette même qualification dans les 14 communes ayant basculé en Zone Moins Dense ne disparaît pas pour autant (164 355). La ZMD, de son côté, représente un total de 657 310 logements dont 31,2% sont des logements individuels.

La part importante de logements individuels, comme de petits collectifs, en Ile de France, constitue un élément de complexité dans la couverture FTTH de ces territoires par les opérateurs privés. Ces derniers, à l'heure actuelle, concentrent toujours leurs investissements sur les quartiers denses de la Zone Très Dense au risque d'élargir encore un peu plus le fossé entre les environnements urbains à très bons débits (> 100 Mbps) et ceux à mauvais débits (lignes grises DSL).

La SCORAN Ile-de-France, elle-même, en avril 2013, s'inquiète de cette situation et indique : « *Sur les 4,73 millions de prises franciliennes ciblées par les opérateurs d'ici à 2020, près d'un million de prises sont constituées d'habitat individuel pavillonnaire, dont un quart en zone très dense. La desserte de l'habitat individuel pavillonnaire et des petits habitats collectifs représente une contrainte économique pour le déploiement de réseaux Fibre à l'Abonné, car leur coût de raccordement unitaire est plus élevé. L'ARCEP a établi des règles de mutualisation incitant à la complétude des réseaux ; malgré tout, il est possible que les zones de basse densité comme les zones pavillonnaires ne soient desservies qu'à minima au sein même des zones desservies. Ceci pourrait être source de difficulté lors des opérations de raccordement final des abonnés.* »

Depuis, il ne semble pas que les opérateurs privés aient procédé à des consultations de co-investissement FTTH sur les poches de basse densité de la ZTD du Sipperec dans le cadre des nouvelles modalités d'ingénierie et de tarification spécifiées par l'ARCEP en 2014. Quelques pavillons se trouvent raccordés par ces opérateurs car ils se trouvent sur le parcours des réseaux en zone de haute densité mais les poches de basse densité elles-mêmes ne font pas l'objet d'appels au co-investissement. En outre, on note un décalage certain au sein des villes déployées par Orange et dites « couvertes » avec le pourcentage de logements réellement « raccordables » dans ces zones : le caractère « couvert » ne signifie pas, loin de là, que le territoire de la commune est équipé. Le tableau ci-après donne des exemples de l'écart entre ces deux types de résultats.

Ville	% couverts	% raccordables	%raccordables/ couverts
Alfortville	70,38%	30,24%	42,96%
Arcueil	17,87%	0,06%	0,31%
Bonneuil-sur-Marne	0,24%	0,00%	0,00%
Bry-sur-Marne	13,38%	0,00%	0,00%
Cachan	54,08%	15,56%	28,77%
Charenton-le-Pont	99,10%	36,70%	37,03%
Créteil	50,43%	12,57%	24,93%
Fontenay-sous-Bois	59,59%	6,72%	11,28%
Fresnes	0,01%	0,00%	0,00%
Gentilly	45,71%	3,33%	7,28%
L'Haÿ-les-Roses	53,36%	6,97%	13,06%
Ivry-sur-Seine	45,76%	2,99%	6,54%
Joinville-le-Pont	43,12%	6,63%	15,37%
Le Kremlin-Bicêtre	59,08%	27,01%	45,72%
Maisons-Alfort	87,97%	26,28%	29,87%
Nogent-sur-Marne	61,66%	23,01%	37,31%
Le Plessis-Tréville	71,43%	44,45%	62,23%
Saint-Mandé	99,28%	17,29%	17,42%
Saint-Maur-des-Fossés	11,08%	0,00%	0,02%
Saint-Maurice	90,81%	18,86%	20,76%
Sucy-en-Brie	27,60%	0,00%	0,00%
Thiais	10,70%	7,88%	73,65%
Villejuif	0,25%	0,00%	0,00%
Vincennes	99,59%	29,91%	30,04%
Vitry-sur-Seine	2,92%	0,00%	0,00%

Source : Etat du déploiement fibre optique Orange dans le Val de Marne – Juin 2014



Les villes non couvertes à court terme sont en outre prévues par Orange pour être équipées en VDSL. Le chemin semble donc encore relativement long avant de voir rendus « raccordables » les 300 000 logements situés en basse densité.

Par ailleurs, sur le territoire des communes du Sipperec, Orange et SFR ont déclaré couvrir en FTTH respectivement 14 et 25 communes, soit 438 349 Logements au sein de la zone d'initiative privée (dont 139 749 logements individuels). Or, le rachat par le Groupe Altice de la société SFR, intervenu en 2014, n'est pas sans impacts sur les engagements de déploiement FTTH des deux opérateurs déclarés (en financement seuls ou en co-financement). L'annonce par l'Autorité de la Concurrence, le 30 juillet 2015, de l'échec des négociations entre Orange et Numéricâble-SFR sur la poursuite des accords de co-financement FTTH met un terme à la zone AMII telle que prévue initialement. Sur les 25 communes déclarées par SFR, 11 d'entre elles disposent déjà d'un réseau câblé. Celles-ci ne devraient donc pas faire l'objet de réseaux très haut débit redondants de la part de Numéricâble-SFR. En revanche, la levée de clause d'exclusivité interdisant à Orange de déployer son réseau FTTH dans les communes de la zone câble attribuées à Numéricâble-SFR risque de modifier la répartition des déploiements entre les deux opérateurs déclarés. Celle-ci sera revue en fonction des stratégies industrielles en vigueur pour ces deux acteurs. En outre, Orange voit disparaître, avec la rupture de ces accords, une partie de sa capacité de déploiement compte tenu de la défection de son co-investisseur SFR sur certaines communes. A cela, s'ajoute le sort des 14 communes du Sipperec requalifiées en Zone Moins Dense en 2014 et qui ne font pas partie de la déclaration officielle AMII de 2011 et qui ne donnent donc lieu à aucun engagement formel. On note avec inquiétude à cet égard le récent constat de carence établi par la Métropole de Lille à la suite des retards et des insuffisances de couverture FTTH des opérateurs conventionnés Orange et SFR-Numéricâble sur sa zone auquel vient de conduire l'agglomération à la décision de rejoindre le syndicat mixte numérique régional.

Le Sipperec, à travers les 66 communes de la Zone Moins Dense, et l'ensemble des Quartiers de Basse Densité des communes de la Zone Très Dense est directement concerné par la problématique des tarifs FTTH dans la mesure où celle-ci fonde le succès ou l'échec de l'arrivée des opérateurs commerciaux en Zones Moins Denses, mais aussi le succès ou l'échec de la dynamique concurrentielle susceptible de s'instaurer en Zone Très Dense, au-delà de la présence des 2 ou 3 opérateurs historiques existants. La migration de la boucle cuivre en France vers une nouvelle boucle locale optique s'accompagne du développement de nouveaux usages et de nouveaux services à la fois liés à la sphère personnelle et professionnelle (vidéo à la demande, jeux en ligne et en immersion, vidéoprotection, téléformation en réalité augmentée ...) mais aussi au domaine de l'environnement urbain et de ses applications en matière de ville intelligente avec son univers d'objets connectés. Dans cette perspective, il serait regrettable pour les consommateurs finals que les investissements industriels et financiers importants nécessités par le déploiement du FTTH se traduisent, *in fine*, non par un enrichissement et une diversification des offres ainsi que des acteurs mais, au contraire, par un appauvrissement du marché et des contenus, au bénéfice de gammes de produits déjà en cours, en provenance des seuls acteurs déjà en place.

Aussi, le Sipperec sera très attentif au fait que les recommandations de l'ARCEP concernant les lignes directrices tarifaires des RIP FTTH ne se traduisent pas par un référentiel bâti à l'aune des seuls tarifs des opérateurs commerciaux intervenant sur la zone rentable ce qui serait susceptible de décourager à la fois l'émergence de nouveaux usages et celle de nouveaux acteurs.

Ceci est d'autant plus stratégique que l'économie des RIP en est à sa phase d'amorçage et révèle, déjà, à ce stade, une vraie dynamique. L'ARCEP note à cet égard, que l'on dénombre au 30 juin 2015 *« 41 opérateurs d'immeuble, dont 35 opérateurs publics et 6 opérateurs privés, le nombre d'opérateurs de RIP [étant] sans aucun doute amené à croître fortement dans les prochaines années »*. Dans ces conditions, toute réglementation des tarifs des RIP FTTH devrait conduire à préserver cette dynamique et non à prendre le risque de la freiner.

De telles perspectives sont en outre tout à fait compatibles avec les objectifs :

- de convergence et d'homogénéité des offres de gros visée par l'ARCEP au travers de ces Lignes Directrices,
- de compatibilité des dispositifs tarifaires des RIP FTTH avec les règles européennes liées au régime des aides d'Etat et au principe des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG): nombre de RIP de 1^{ère} génération, depuis 1999, en ont fait la démonstration et continuent à la faire, tout comme les RIP de 2^{ième} génération existants dont ceux du Sipperec,
- Enfin, le Sipperec note que l'ARCEP prend en compte dans son analyse du contexte (moins dans ses préconisations) un élément structurant de la situation des RIP lorsqu'elle indique : *« Les spécificités des zones d'initiative publique sont principalement liées à l'absence d'intégration verticale de l'opérateur qui déploie le réseau, celui-ci n'étant pas en mesure de décider et d'assurer seul la commercialisation rapide d'un certain nombre de prises. »*. Dès lors, il serait paradoxal que le projet de Lignes Directrices s'appuie essentiellement sur le référentiel tarifaire d'acteurs privés, qui à l'inverse des RIP, sont justement des opérateurs intégrés verticalement, que ce soit Orange ou bien SFR-Numéricâble, qui sont tous deux en mesure d'équilibrer leurs revenus entre leurs activités de gros et celles de détail.

Question 2 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les conditions économiques d'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés en zones d'initiative privée.
--

A l'occasion de sa réponse à la consultation publique de l'ARCEP sur le modèle générique de tarifs FTTH, le Sipperec a déjà eu l'occasion de faire part à l'Autorité de ses interrogations quant au tarif de référence du co-financement mis alors en avant sur une base, pour la partie « non-récurrente », d'environ 500 euros par ligne. L'ARCEP confirme ici que ce positionnement tarifaire correspond au *« niveau des tarifs des offres de cofinancement observés dans les zones d'initiative privée, »* Pour autant, le projet de lignes directrices ne comporte pas plus de précisions aujourd'hui qu'en février 2015 sur la structure de construction de ce tarif de référence. Que recouvre-t-il, quels postes comprend-il, à quels niveaux de coûts ?

Dans le même temps, l'Autorité indiquait alors que *« chaque tarif doit être justifiable par des éléments objectifs de coûts »* et que si *« le cadre réglementaire symétrique en vigueur n'impose pas de proposer des tarifs orientés vers les coûts » (...)* *« toutefois, afin de respecter les principes d'objectivité, de pertinence et de transparence fixés par ce cadre, il est indispensable d'établir une relation entre les tarifs d'une part et les coûts et le niveau de rémunération des investissements d'autre part »*.

Le Sipperec précisait, dans sa réponse, : « *D'une part, la construction de ce tarif, si elle doit résulter de coûts objectifs, devrait être précisément détaillée dans le modèle proposé par l'ARCEP : les acteurs ne pourraient être tenus de s'y conformer sans avoir de visibilité précise sur les détails des coûts sous-jacents à ce tarif.*

Or, les postes de coût sur la base desquels sont établies les offres des opérateurs privés ne sont pas publics. D'autre part, si ce tarif doit servir de référence en Zone Moins Dense dans le cadre de l'établissement du seuil de contribution publique, alors, il importe d'autant plus que sa constitution soit justifiée, puisque ce niveau tarifaire induirait, de fait, le niveau de participation publique. »

Or, l'ARCEP propose, dans le cadre des présentes Lignes Directrices ce même montant de 500 € pour la ligne FTTH en co-financement (IRU). A ce jour, le Sipperec considère qu'il n'a pas plus de justifications sur ce tarif qu'il n'en avait il y a 6 mois.

S'agissant des tarifs de location à la ligne passive, l'ARCEP relève qu'« *à ce jour, les tarifs des offres de location passives observés dans les zones d'initiative privée se situent approximativement autour de 15 à 16 euros.* » Elle précise que « *l'outil de modélisation élaboré par l'Autorité à partir de coûts de déploiement reflétant ceux de la zone d'initiative privée et en utilisant des hypothèses moyennes basées sur un opérateur optimisant le remplissage de ses tranches de cofinancement, d'établir un tarif de l'offre de location passive aux alentours de 13 euros* » .

Dans sa présentation de la situation tarifaire en zone d'initiative privée, l'ARCEP rappelle que la ligne FTTH activée n'est pas régulée par ces deux décisions n°2009-1106 et n°2010-1312. Mais, dans le même temps, il est demandé aux RIP FTTH en zone d'initiative publique de se rapprocher des tarifs en zone privée, là où l'offre de ligne FTTH activée n'existe pas et où aucun tarif de gros de bitstream optique n'est publié de la part de ces opérateurs privés. On sait d'ailleurs, de ce fait, qu'une partie des opérateurs commerciaux, y compris nationaux n'est pas en mesure de répliquer les offres de détail d'acteurs ayant bâti leurs services aux utilisateurs finals sur des lignes passives en co-financement ou en location.

Il aurait été utile, ici, que l'ARCEP revienne sur son préalable qui était d'indiquer que les opérateurs de RIP ne sont pas intégrés verticalement car si une telle situation de non répliquabilité existe en zones très dense c'est justement parce que le marché de l'offre de gros s'organise autour des seuls opérateurs intégrés dont l'Autorité de la Concurrence indiquait, dès 2012, qu'ils n'avaient aucun intérêt à fournir spontanément d'offres de bitstream FTTH sur le marché, compte tenu de leur double statut et de leurs intérêts croisés. On voit donc ici les limites de l'exercice qui est demandé aux collectivités territoriales : elles devraient aligner leurs RIP FTTH sur des tarifs et des offres des zones, dans lesquelles les opérateurs privés sont présents, alors que ces tarifs et ces offres ne sont pas disponibles pour des raisons structurelles. En fait, sur les zones très denses ou AMII, ce sont des RIP FTTH qui, aujourd'hui, jouent ce rôle de facilitateur pour les nouveaux entrants en mettant à leur disposition des lignes FTTH activées en plus de leurs offres de référence passives, là où aucun déploiement privé n'est fait ou bien là où ces offres sont absentes.

Question 3 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'analyse de l'Autorité du caractère comparable des réseaux à très haut débit en fibre optique déployés en zones d'initiative publique avec les réseaux déployés en zone d'initiative privée, notamment dans le cadre du Plan France Très Haut Débit.

Le territoire du Sipperec ne fait pas l'objet de réseaux d'initiative publique déployés dans le cadre du Plan France Très Haut Débit.

Question 4. Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les niveaux tarifaires applicables par les réseaux d'initiative publique.

L'ARCEP propose les niveaux tarifaires suivants, pour la partie « récurrente » des tarifs :

Tarifs « récurrents »	Niveaux tarifaires de référence
PM-PBO en cofinancement	5 €
PM-PBO en location passive	13 €
Location activée hors raccordement final livrée au niveau du NRO (national)	19€ (21€)
Location activée livrée au niveau du NRO (national)	24€ (26€)

Le Sipperec ne partage pas la position de l'ARCEP selon laquelle, les RIP seraient tenus de s'aligner sur les tarifs de la zone d'initiative privée s'agissant des lignes de gros activées, dans la mesure où, comme on l'a vu précédemment, ces tarifs de gros de référence n'existent pas et, si tant est qu'ils existent, seraient le fait d'opérateurs intégrés verticalement, agissant aussi bien sur le marché de détail que sur le marché de gros. Leurs tarifs ne seraient donc pas pertinents ni représentatifs.

Au demeurant, l'ARCEP convient elle-même implicitement cette divergence entre les prix pratiqués et les coûts réels lorsqu'elle, après avoir noté que « À ce jour, les tarifs des offres de location passives observés dans les zones d'initiative privée se situent approximativement autour de 15 à 16 euros » (page 17 de la consultation), elle abaisse d'autorité à 13 € le tarif de location passive.

Dans ce cadre, les niveaux tarifaires retenus par l'ARCEP pour la ligne FTTH activée ne sont pas recevables, ce pour plusieurs raisons cumulatives.

Premièrement, le tarif de location passive, même ramené à 13 €/mois, n'est pas cohérent avec celui de l'IRU à 500 € complété du récurrent mensuel de 5 €. Il y a plusieurs raisons à cela :

- Le modèle d' « opérateur générique », qui achèterait des tranches d'IRU pour les revendre au détail en location à la ligne moyennant des taux de remplissage passant progressivement de 5% à 80% (cf. onglet « calcul location » du modèle accompagnant 2 consultations publiques de 2014 sur la tarification hors des zones très denses) ne correspond pas à la réalité de ce marché, rehaussant à l'excès le coût et le risque estimés de l'activité de location. Dans les faits, l'acheteur d'IRU agit au regard d'une part de marché existante ou pressentie à court terme. Il escompte donc un taux de remplissage voisin de 100% (obtenu, par définition, sur les premières tranches s'il en achète plusieurs).
- Dès lors, la prime de risque (de remplissage) de 4% que l'ARCEP applique au taux de rémunération du capital apparaît largement injustifiée (sachant qu'elle n'est par ailleurs étayée par aucune démonstration économique).
- Le taux de rémunération du capital de 9,5% est lui-même sujet à débat. Dans sa consultation du 23 septembre 2015, l'ARCEP envisage précisément de l'abaisser dans une fourchette de 8,5% - 8,8%, niveau qui apparaît encore surestimé de 0,5 à 1 point au SIPPEREC au regard de l'évolution de la moyenne sur 10 ans de la référence de taux sans risque retenue (OAT 10 ans).

Au regard de l'ensemble de ces considérations, le tarif de location passive homogène au prix d'IRU retenu par l'ARCEP s'inscrit non pas à 13 €, mais, dès lors qu'un taux significatif d'occupation du réseau est atteint, autour de 9,50 €/ligne.

Deuxièmement, le SIPPEREC ne partage pas l'étape de passage du tarif passif au tarif activé.

En l'absence de tarifs de référence en ZTD pour cette gamme de produits, l'ARCEP a procédé par analogie avec les coûts du dégroupage DSL et les offres de gros du bitstream sur cuivre. Cette analogie n'est pas satisfaisante d'autant plus qu'il existe des offres de référence de gros en matière de lignes FTTH activées qui auraient pu apporter les informations manquantes à l'ARCEP : ce sont celles des RIP FTTH activés. Elles sont publiques et agréées par les opérateurs usagers.

En outre, on rappellera que les lignes directrices la Commission européenne pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (2013/C 25/01) considèrent que les réseaux à prendre en considération pour évaluer l'intervention publique doivent être de type comparable, c'est-à-dire : soit les réseaux classiques haut débit ; soit les réseaux NGA fondés en tout ou partie sur la fibre optique ; soit les réseaux haut débit ultrarapides.

Sur les seuls coûts d'activation des équipements FTTH, on voit que le coût unitaire de 5€/ligne retenu par l'ARCEP ne rejoint pas celui issu du terrain : le coût d'activation FTTH des RIP du Sipperrec, comme dans le cadre de la DSP Sequantic ou bien de la DSP Europ'Essonne, se situe aux environs de 2,5€/ligne et non de 5 €/ligne FTTH activée. Ce constat est sous-tendu par une analyse des coûts que le SIPPEREC a conduite sur chacune des DSP FTTH qu'il a attribuées.

A titre d'illustration, le calcul a été réalisé pour un réseau d'une trentaine de milliers de prises, dont la location active représenterait à terme environ ¼ des prises sur une base de montée en puissance de la commercialisation calée sur la courbe de l'ARCEP pondérée à 80%, et en considérant les éléments économiques suivants :

- Investissements cœur de réseau affectables au FTTH
- Maintenance cœur de réseau affectable au FTTH
- Equipements d'activation sur 25 ans renouvellements compris.

Ramenés à la facture mensuelle moyenne selon un taux d'actualisation de 8,50% (cf. taux de rémunération du capital supra), ces éléments conduisent à un coût marginal de l'activation de 2,50 € par ligne.

Ce montant, associé aux autres éléments de coûts et à l'effet de volume des lignes commandées, conduit à un tarif plus proche des 12 € que des 19 €/ligne activée en livraison au NRO. Quant aux tarifs de 24 à 26 € retenus par l'ARCEP, il est encore moins justifiable, compte tenu des coûts très minimes de la livraison nationale.

De tels tarifs de gros de la ligne activée interdisent toute possibilité pour les acteurs de détail, non intégrés, de reproduire les tarifs standards à 39,90 euros TTC. Un tel positionnement tarifaire des offres de gros activées les conduirait à vendre leurs services aux utilisateurs finals) à des tarifs bien plus élevés. Ces tarifs de gros de la ligne activée, s'ils étaient confirmés, seraient alors des tarifs excessifs. Aucun opérateur commercial ne serait en mesure de les utiliser. Cette situation ne permettrait pas de répondre à l'exigence des lignes directrices de la Commission européenne, selon laquelle « *Le réseau subventionné doit donc offrir un accès à des conditions équitables et non discriminatoires à tous les opérateurs qui le demandent et leur fournir la possibilité de disposer d'un dégroupage complet et effectif* ».

Question 5 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'opportunité d'instaurer les mécanismes de remise énoncés dans la phase de lancement et sur les niveaux envisagés pour les seuils de remises.

Question 6 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'opportunité d'instaurer les mécanismes d'ajustement des tarifs énoncés et sur les niveaux envisagés durant les phases de montée en charge et d'exploitation.

Question 7 Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les niveaux tarifaires exposés, en particulier celui du tarif de l'offre d'accès activé et les niveaux de coûts associés aux différentes composantes de ce dernier, le cas échéant en prenant en compte différentes configurations technologiques.

Le Sipperec tient à rappeler ici le fait qu'en phase d'émergence de l'économie des réseaux très haut débit sur fibre optique, il importe de mettre en œuvre tous les mécanismes incitatifs permettant aux opérations de RIP de décoller, notamment dès lors que les opérateurs commerciaux, intégrés verticalement, ne se mobilisent pas compte tenu de leur modèle concurrentiel.

De manière à tenir compte des effets d'échelle issus à la fois des investissements et des charges d'exploitation, le Sipperec demande à l'ARCEP d'introduire un facteur de dégressivité qui aille au-delà de « *la remise tarifaire de l'ordre de 10 % pour un opérateur qui dépasse le seuil de 10 % de lignes* » qu'elle préconise et qui est insuffisant.

Un tel niveau d'encadrement, qui n'est pas demandé par les lignes directrices communautaires, n'est en outre pas compatible avec la marge d'appréciation qui doit être laissée à la collectivité organisatrice du service public local, afin de respecter le principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales et de leurs groupements, ci-dessus rappelé (Cf. réponse à la question 1).

Les achats au volume de la part d'opérateurs commerciaux s'accompagnent, pour l'opérateur de gros, exploitant du RIP, de plusieurs effets positifs :

- il achète ses études d'ingénierie et de terrain au meilleur coût auprès de ses sous-traitants compte tenu du volume commandé ou bien il optimise la mobilisation de ses ressources internes en matière de raccordements,
- il peut accélérer l'industrialisation de ses process de déploiement et développer l'automatisation de ses méthodes de travail
- il optimise la construction du réseau et l'utilisation de ses machines (trancheuses...)
- il achète les matériels qui dépendent du taux de pénétration du réseau auprès des opérateurs commerciaux (OC), à leur meilleur prix (effet volume)
- ses charges fixes d'exploitation sont optimisées, car réparties sur un nombre de lignes plus important
- ses équipes d'exploitation sont également mobilisées de manière rationnelle car sur des poches de commercialisation homogènes complètes.

Fondamentalement, le raisonnement suivi recèle selon le SIPPAREC une faille de simplification majeure : la totale absence de considération et de modélisation par l'ARCEP de l'élasticité de la demande au prix. La couverture des coûts n'est pas d'autant mieux assurée que le tarif est élevé et vice-versa.

Compte tenu de ces éléments, l'application d'une dégressivité incitative sur les tarifs de gros est justifiée, dès lors que l'opérateur commercial est susceptible de s'engager sur des taux de pénétration significatifs qui se traduiront par des effets d'échelle en termes d'investissements et d'exploitation pour l'opérateur de gros. Aucune limite de durée ne devrait être attachée à ces offres, compte tenu des efforts commerciaux nécessaires aux acteurs pour conduire à cette migration du cuivre vers la fibre.

Conclusions

Les tarifs des RIP FTTH du Sipperec en ZMD respectent les principes d'objectivité, de pertinence, d'efficacité, de transparence et de non discrimination exigés par la réglementation symétrique.

Les espaces économiques existants entre les différentes offres de location à la ligne proposées par les RIP FTTH du Sipperec autorisent leur répliquabilité, sans discrimination, par les opérateurs de services sur le marché de détail. Ces offres sont adaptées à tous les opérateurs y compris aux nouveaux entrants sur le marché grand public et à ceux qui ne disposent pas encore de parts de marché importantes.

Le ticket d'entrée en matière de cofinancement à la ligne passive est en effet non supportable pour la plupart des opérateurs commerciaux FTTH, notamment en Zone Moins Dense, hormis pour une partie des opérateurs intégrés verticalement. C'est la raison pour laquelle la plupart des acteurs intervenant sur les RIP, y compris ceux de dimension nationale tel que Canal +, Bouygues Telecom, s'orientent vers la location à la ligne, notamment activée.

Les tarifs de base des RIP FTTH du Sipperec respectent la cohérence entre les niveaux tarifaires des différents services. La dégressivité reproduit ces mêmes caractéristiques et garantit ainsi une transparence et une non discrimination des offres au volume, par rapport aux tarifs de base.

De cette manière, le réseau mis en place à l'initiative de la collectivité répond à sa vocation de service public puisqu'il est en mesure de satisfaire les différents besoins des consommateurs finals en intégrant les demandes de leurs fournisseurs de services, quels qu'ils soient, et, dans le même temps, il ouvre le réseau à de nouveaux revenus potentiels. Cet élargissement de la gamme des services de transport correspond donc à la fois à la volonté du Sipperec d'éviter toute barrière à l'entrée pour les opérateurs sur son territoire et à sa préoccupation de minimiser le recours à la participation publique par l'apport de nouveaux revenus.

En conclusion, le Sipperec demande à l'ARCEP :

- de prendre pleinement en compte, dans ses lignes directrices, le cadre juridique propre aux collectivités territoriales et leurs groupements, en leur laissant une marge d'appréciation dans la fixation des tarifs du service public local, dont ils ont la charge, conforme au principe de leur libre administration,*
- de prévoir, dans ses lignes directrices, des dispositions tarifaires qui préservent un espace économique suffisant pour permettre l'accès au marché, sans discrimination, de l'ensemble des acteurs actuels et à venir des RIP FTTH,*
- de tenir compte, notamment dans la phase actuelle d'émergence de ce nouveau marché de gros, du fait que le jeu concurrentiel ne se résume pas à l'intervention des 3 ou 4 opérateurs nationaux sur les infrastructures, mais que ce marché doit également être ouvert à la concurrence par les services et, de ce fait, laisser toute leur place aux offres de gros de lignes activées.*

L'instauration et le développement d'une nouvelle boucle locale optique à horizon 2022 passe par une complémentarité entre modes de concurrence : concurrence par les infrastructures comme par les services, au bénéfice des consommateurs. Le retour d'expérience de 15 ans de dégroupage DSL a montré la nécessité, en France, de maintenir des offres de gros sur ces deux volets pour permettre à la totalité des acteurs d'exister et de se maintenir sur le marché. La diversité des offres et la capacité d'innovation des opérateurs sur cette nouvelle boucle locale est à cette condition.